

# Des évolutions contrastées du résultat des exploitations agricoles

Après une hausse de 44 % en 2017, le résultat courant avant impôt des exploitations agricoles des Pays de Loire se replie de 14 % en 2018. Le résultat moyen est de 41 500 € soit 25 700 € par actif non salarié. Ce résultat est comparable à la moyenne quinquennale observée sur la période 2013 - 2017. Le résultat progresse pour quatre exploitations sur dix en région et pour une exploitation sur deux en France.

## Un résultat régional en dessous du résultat national

L'année 2018 a été favorable aux exploitations spécialisées en céréales et oléagineux ainsi qu'aux exploitations viticoles. Les fortes pluies de l'hiver et les orages de la première quinzaine de juin ont entraîné des pertes de récoltes. La baisse des rendements en céréales a été compensée par des prix plus rémunérateurs. Les vendanges 2018 sont de qualité et les récoltes en forte progression. Ces deux secteurs

présent davantage dans la formation du résultat au niveau national qu'au niveau régional. Ils contribuent à hauteur de 40 % à la formation du résultat national, et pour 13 % à la formation du résultat régional. En France, les exploitations spécialisées céréalières réalisent 11,5 % du résultat global et les exploitations viticoles 28,7 %. Dans ces orientations, le résultat 2018 augmente respectivement de 25 % et de 61 %.

Toutes orientations confondues, le résultat national s'établit ainsi à 42 000 € en 2018, en hausse de 11 %. Le résultat dégagé par actif non salarié est de 30 000 €. En Pays de la Loire, les orientations grandes cultures et viticulture qui ne pèsent que pour 5,3 % et 8 % dans la formation du résultat régional, affichent une progression de leur résultat de 37 % et de 10 %.

## Baisse du résultat dans les élevages bovins et porcins

En 2018, les exploitations spécialisées dans l'élevage bovin réalisent 37 % du résultat régional. Ces orientations affichent un résultat en baisse : - 25 % pour les systèmes laitiers, - 19 % pour les éleveurs de bovins viande. Le résultat moyen des exploitations laitières est de 37 500 €, soit 22 100 € par unité de travail non salarié (UTANS). C'est 3 600 € de moins que la moyenne

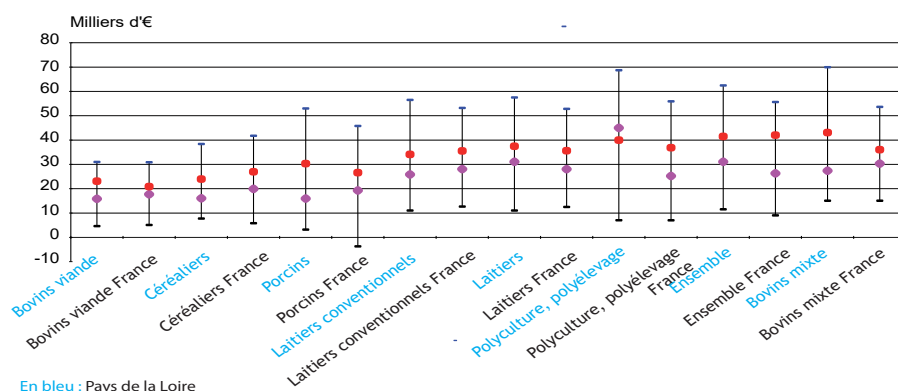
régionale par actif non salarié. A 23 100 €, le résultat moyen des exploitations de bovins viande demeure le plus bas. Ramené à l'actif non salarié, le résultat de l'éleveur de bovins viande est inférieur de 7 300 € à la moyenne régionale. Les exploitations porcines affichent 30 300 € de résultat, soit 21 500 € par UTANS. Entre 2018 et 2017, l'offre

abondante et le tassement de la demande chinoise ont entraîné un effondrement des prix, la valeur de la production chute de 7 % et le résultat est divisé par deux. En aviculture, le résultat se stabilise à près de 52 000 €, soit 36 700 € par UTANS.

## Les résultats se resserrent

Toutes orientations confondues, l'écart de résultat moyen, entre le quart supérieur des exploitations, qui affichent les meilleurs résultats, et le quart inférieur est de 51 000 €. Il était de 54 000 € en 2017. Un quart des exploitations ligériennes dégagent moins de 11 500 € de résultat et un quart plus de 62 500 €. La dispersion du résultat est plus forte en Pays de la Loire qu'en France, où la moitié des exploitations dégagent un résultat compris entre 9 000 € et 55 600 €. Près de 11 % des exploitations ligériennes ne dégagent pas de résultat en 2018, contre 14 % au niveau national. En 2018, 23 % des exploitations porcines sont déficitaires et 14 % des exploitations laitières.

Figure 1 - Dispersion du résultat courant 2018 par orientation de production



Source : Agreste - RICA

### Guide de lecture (données France)

- Quart inférieur : en France, 25 % des exploitations « Bovins mixte » affichent un résultat inférieur à 15 000 €
- Médiane : en France, la moitié des exploitations « Bovins mixte » affichent un résultat inférieur à 30 300 €
- Quart supérieur : en France, 25 % des exploitations « Bovins mixte » affichent un résultat supérieur à 53 600 €
- Moyenne : en France, le résultat moyen des exploitations « Bovins mixte » s'établit à 36 000 €

## Baisse de la production régionale

La valeur de la production régionale, 269 300 € en moyenne par exploitation, s'est replié de 0,8 %.

L'augmentation de la valeur des productions végétales et viticoles, respectivement + 0,9 % et + 9,2 % ne suffit pas à compenser la baisse de 2,8 % des productions animales. Dans les exploitations porcines spécialisées, les productions animales chutent de plus de 10 %. Les exploitations

laitières conventionnelles, où la part de maïs fourrager est inférieure à 30 % (système H) (1), enregistrent une baisse de la valeur de la production de près de 4 %, alors que les exploitations à dominante maïs (système M) (2) enregistrent une hausse de production de 1 %. La sécheresse estivale a davantage impacté les exploitants du système H : les volumes livrés de lait diminuent de plus de 5 %, en raison de

la baisse des rendements laitiers plus prononcée en système de production H que dans le système M. De plus, dans les systèmes à dominante maïs fourrager, le cheptel laitier augmente, ce qui entraîne une hausse des livraisons de lait. Le produit brut lait augmente de 1,5 % alors qu'il se replie de 3 % dans les systèmes à dominante « herbe ».

Tableau 1 - Exploitations laitières conventionnelles – Pays de la Loire – RICA 2018

	(1) Système H : moins de 30 % de maïs fourrager dans la surface fourragère totale	(2) système M : plus de 30 % de maïs fourrager dans la surface fourragère totale
Surface agricole utilisée (ha)	98,2	101,4
Surface fourragère totale (ha)	82,6	72,1
dont maïs fourrager (ha)	19,5	29,7
Surface en blé (ha)	10,6	18,3
Unité de travail non salarié (UTANS)	1,42	1,91
Effectifs animaux en UGB	94,2	134,1
Effectif moyen de vaches laitières	56	73
Rendement laitier (l/vache)	6 515	7 422
Production de l'exercice (milliers €)	172,2	262,8
Produit brut Lait (milliers €)	129,3	186,2
Prix de vente de l'hectolitre de lait (€)	35,5	34,9
Charges d'alimentation (milliers €)	31,4	47,1
Subventions d'exploitation (milliers €)	26,6	29,4
Excédent brut d'exploitation (milliers €)	55,9	88,1
Résultat d'exploitation (milliers €)	27,8	46,8
Résultat courant avant impôt (milliers €)	25,8	40,5

Source : Agreste - RICA 2018

## Baisse des subventions d'exploitation

En 2018, près de 94 % des exploitations de la région bénéficient de subventions d'exploitation. Les bénéficiaires de ces aides perçoivent en moyenne 31 930 €, soit 10,4 % de leur produit courant.

Entre 2018 et 2017, le montant des subventions recule de 4 %. La part des aides dans le produit courant atteint 26 % dans les élevages de bovins viande, c'est le taux le plus élevé observé. Sans

subvention, le résultat 2018 serait négatif pour quatre exploitations sur dix, et pour huit exploitations sur dix dans l'orientation bovins viande.

## Hausse des charges

Les charges courantes de l'exercice 2018 s'accroissent de 1,7 % pour s'établir à 261 900 € en moyenne régionale. Les charges courantes représentent 86 % du produit courant de l'exercice. Les charges d'approvisionnement (113 430 €) augmentent de 2,3 % et les charges de structure (144 560 €) augmentent de 1,5 %. La charge d'engrais et

d'amendement s'alourdit de 3,3 %. Les dotations aux amortissements et les charges financières s'allègent sous l'effet de la baisse des investissements constatés sur la période récente : respectivement - 1 % et - 9 %. En revanche les dépenses en entretien des bâtiments et du matériel s'accroissent de 8 % et les dépenses en carburant de 19 %. La hausse des charges courantes

atteint 4,5 % dans les exploitations laitières conventionnelles. Cette hausse est due à la progression des charges d'approvisionnement de 7,2 % et des charges de structures de 3,4 %. Contraints à des achats d'aliments plus importants en raison de la sécheresse estivale, les éleveurs laitiers subissent une augmentation de 9 % de la charge en aliments concentrés du bétail.

Tableau 2 - Charges 2018

	Laitiers conventionnels				Ensemble des exploitations			
	Charges moyennes (€)	Charges (€/ha)	Structure (%)	Evolution 2018/2017 (%)	Charges moyennes (€)	Charges (€/ha)	Structure (%)	Evolution 2018/2017 (%)
<b>Charges d'approvisionnement</b>	<b>86 874</b>	<b>869</b>	<b>39,4</b>	<b>7,2</b>	<b>113 431</b>	<b>1 189</b>	<b>43,3</b>	<b>2,3</b>
Engrais et amendements	8 732	87	4,0	-1,9	9 780	102	3,7	3,3
Semences et plants	8 604	86	3,9	3,2	9 714	102	3,7	-1,4
Produits phytosanitaires	5 363	54	2,4	-2,1	8 077	85	3,1	0,3
Alimentation des animaux	42 743	428	19,4	6,7	61 554	645	23,5	0,3
Produits vétérinaires	5 198	52	2,4	4,0	5 016	53	1,9	2,2
Fournitures	7 815	78	3,5	17,8	10 173	107	3,9	6,5
Carburants et combustibles	8 420	84	3,8	26,2	9 116	96	3,5	18,9
<b>Autres charges</b>	<b>129 267</b>	<b>1 293</b>	<b>58,7</b>	<b>3,4</b>	<b>144 557</b>	<b>1 515</b>	<b>55,2</b>	<b>1,5</b>
Travaux pour cultures et élevage	30 107	301	13,7	6,3	22 537	236	8,6	2,5
Loyers et fermage	11 871	119	5,4	-1,5	12 944	136	4,9	-1,5
Entretien bâtiment et matériel	12 571	126	5,7	12,5	11 230	118	4,3	8,0
Assurances	6 478	65	2,9	3,0	7 702	81	2,9	4,5
Charges de personnel	5 138	51	2,3	13,0	15 920	167	6,1	-2,5
Dotation aux amortissements	35 818	358	16,3	-1,9	38 457	403	14,7	-0,9
Gaz, électricité, carburant non stocké	6 335	63	2,9	0,4	6 825	72	2,6	2,6
<b>Charges financières</b>	<b>5 206</b>	<b>52</b>	<b>2,4</b>	<b>-8,7</b>	<b>5 173</b>	<b>54</b>	<b>2,0</b>	<b>-8,9</b>
<b>Charges courantes</b>	<b>220 252</b>	<b>2 544</b>	<b>100,0</b>	<b>4,5</b>	<b>261 919</b>	<b>2 745</b>	<b>100,0</b>	<b>1,7</b>

Source : Agreste - RICA

page 2

(1) Système H : moins de 30 % de maïs fourrager dans la surface fourragère totale, en moyenne 76 % de prairies, 24 % de maïs fourrager dans les exploitations laitières conventionnelles.

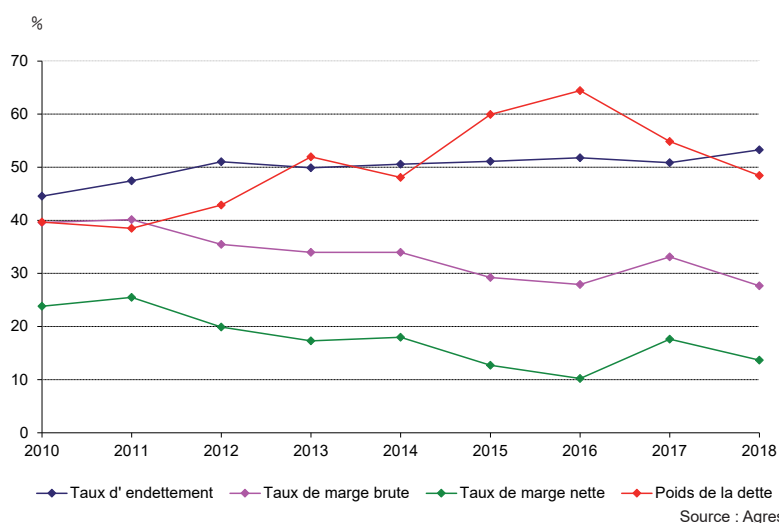
(2) Système M : plus de 30 % de maïs fourrager dans la surface fourragère totale, en moyenne 58 % de prairies, 42 % de maïs fourrager dans les exploitations laitières conventionnelles.

## Baisse de l'excédent brut d'exploitation

L'excédent brut d'exploitation (EBE) s'établit à 83 900 € en moyenne régionale, soit 52 000 € par actif non salarié. L'EBE diminue de 9% par rapport à 2017, ce qui représente 4 200 € de moins par actif non salarié. Si cet indicateur de rentabilité économique de l'exploitation agricole est proche de la moyenne quinquennale de la période 2013 - 2017, il reste sensiblement plus élevé que le niveau le plus bas atteint en 2016 (75 360 €). L'EBE chute de 32 % dans les exploitations porcines et de 17 % dans les exploitations laitières conventionnelles.

Le taux de marge brute (27,7 %), qui rapporte l'EBE au produit brut, perd plus de deux points entre 2018 et 2017. Pour les éleveurs porcins, le taux de marge brute est de 16,7 %, pour les éleveurs laitiers conventionnels, il s'élève à 29,1 %.

Figure 2 - Baisse des taux de marges en 2018



Source : Agreste - RICA

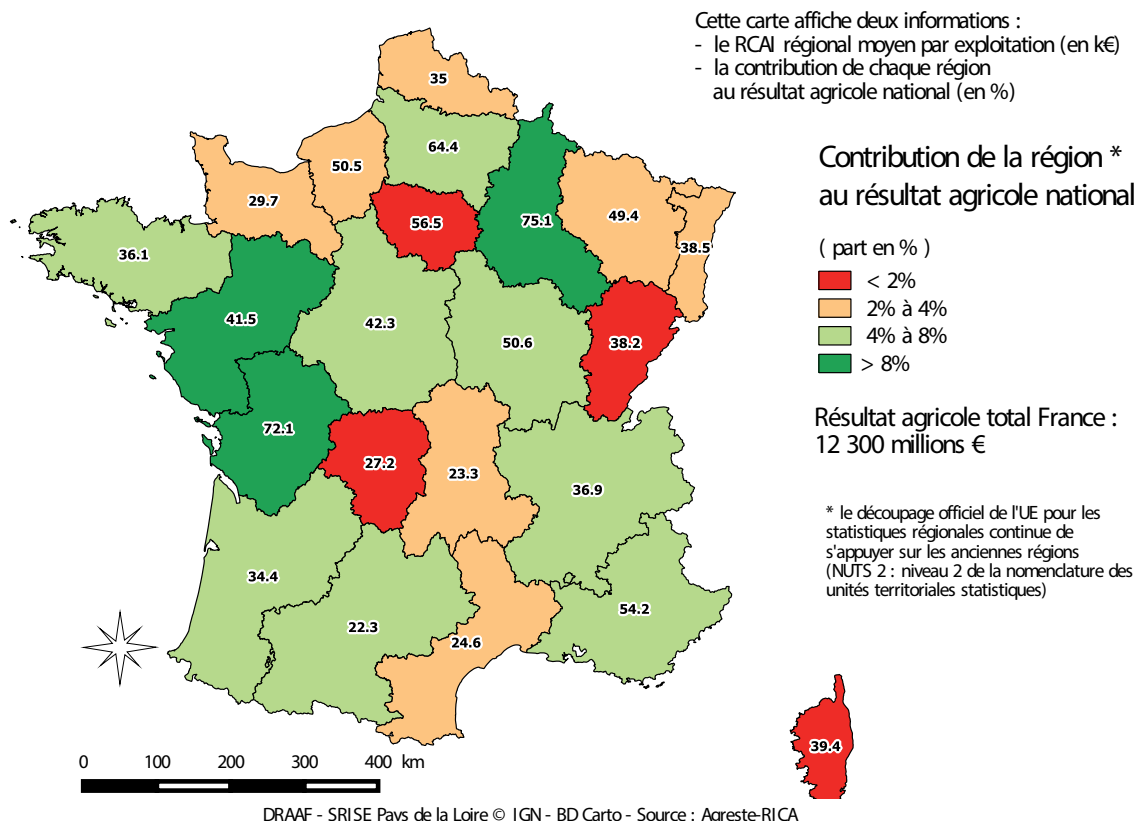
## Recul de l'investissement

Les ressources totales de l'exploitation agricole diminuent de 11 % sous l'effet conjugué de la baisse de la capacité d'autofinancement (- 7 %) et des emprunts contractés au cours de l'exercice (- 17 %). La capacité d'autofinancement, principale ressource de l'exploitation agricole,

s'établit à 80 200 €, soit 61 % des ressources totales. Le recours à l'emprunt apporte 40 500 €, soit 31 % des ressources. Le taux d'endettement demeure à un niveau élevé : 53 %. La charge de la dette s'améliore en raison du recul de l'investissement sur la période récente. Plus de

48 % de l'EBE sont consacrés au remboursement des annuités d'emprunt. Les investissements hors foncier se rétractent de 9 %, les investissements en matériel de 11 %. L'investissement des exploitations laitières conventionnelles chute de 44 % en 2018.

Carte 1 - RCAI moyen par exploitation en 2018 (en k€)



## Méthodologie

**Europe** : le Réseau d'Information Comptable (RICA) est une opération communautaire de recueil d'informations comptables individuelles. Réalisée dans les 27 États membres selon des définitions et des règles communes, elle permet de comparer les résultats obtenus pour les différents types d'agriculture européenne. Cette analyse micro économique est réalisée auprès de 85 000 exploitations agricoles représentatives de près de cinq millions d'exploitations agricoles européennes.

**Nouvelle typologie** : la réforme de la politique agricole commune de 2003 instituant le découplage des aides liées à la production a conduit à abandonner le concept de marge brute standard (MBS) au profit de la production brute standard (PBS), pour la classification des exploitations. La nouvelle typologie européenne des exploitations agricoles s'applique depuis la diffusion des résultats 2010 du RICA.

Le champ couvert est constitué des moyennes et grandes exploitations qui sont classées selon leur spécialisation : l'orientation technico-économique (OTEX). Ce classement se fait à partir des PBS : une exploitation est spécialisée dans un domaine si la PBS de la ou des productions concernées dépasse les deux tiers du total.

Les résultats 2018 du RICA ne peuvent être rapprochés de résultats antérieurs publiés sous l'ancienne nomenclature.

**France** : l'échantillon observé en 2018 regroupe 7 220 exploitations. Le champ couvert correspond aux 293 300 moyennes et grandes exploitations assurant 95 % de la production agricole.

**Pays de la Loire** : l'échantillon de 460 exploitations permet d'obtenir des résultats représentatifs régionalement pour les principales orientations technico-économiques. Il couvre un champ de 24 145 exploitations.

Les comparaisons interannuelles sont réalisées sur un échantillon constant et exprimées en valeur courante. Les données présentées ici sont des valeurs moyennes par exploitation.

**RCAI** : le résultat courant avant impôt est la différence entre les produits et les charges courantes. Il exprime une forme de revenu familial (les charges sociales de l'exploitant ne sont toutefois pas déduites) qui doit permettre de rémunérer le travail non salarié et les capitaux propres.

**Subventions** : dans le RICA, les subventions d'exploitation sont enregistrées au titre de la campagne en cours. Les aides du premier pilier, dues au titre de la campagne 2018, sont enregistrées en totalité au RICA. Les aides du second pilier sont estimées.

**Taux d'endettement** : il rapporte le total des dettes au passif du bilan.

**Tableau 3 - RICA : résultats économiques des exploitations des Pays de la Loire en 2018**

Moyennes par exploitation

	Toutes exploít.	Céréales, oléoprotéagineux	Maraíchage	Bovins lait	Bovins viande	Bovins mixte	Aviculture	Polyculture et poly-élevage
<b>Nombre d'exploítations représentées</b>	<b>24 145</b>	<b>2 227</b>	<b>602</b>	<b>6 074</b>	<b>2 539</b>	<b>2 029</b>	<b>2 466</b>	<b>3 132</b>
<b>Carctéristiques physiques</b>								
Surface agricole utilisée (en ha)	95,4	103,0	10,0	101,7	113,6	124,3	51,8	128,1
<i>dont : SAU en fermage (en ha)</i>	<i>86,1</i>	<i>84,6</i>	<i>9,2</i>	<i>94,2</i>	<i>92,2</i>	<i>110,8</i>	<i>44,4</i>	<i>122,8</i>
Effectifs animaux ( en UGB *)	159,4	8,5	0,1	118,9	149,3	189,4	398,7	139,6
Nombre d'UTA **	2,3	1,2	5,7	2,0	1,4	1,9	1,6	2,5
<i>dont UTA non salariées</i>	<i>1,6</i>	<i>1,1</i>	<i>1,7</i>	<i>1,7</i>	<i>1,3</i>	<i>1,7</i>	<i>1,4</i>	<i>1,8</i>
<b>Financement et éléments du bilan (en milliers d'euros)</b>								
Fonds de roulement	94,5	59,5	149,2	66,3	93,3	91,3	69,6	97,3
Capacité d'autofinancement	80,2	46,4	129,5	73,6	48,1	81,2	95,9	85,5
Autofinancement net	36,0	26,0	91,5	25,8	22,6	44,2	51,1	33,2
Actif immobilisé	312,3	153,7	309,3	313,4	315,8	394,3	285,1	341,8
<i>dont : capital d'exploítation</i>	<i>290,6</i>	<i>100,8</i>	<i>301,8</i>	<i>296,0</i>	<i>281,0</i>	<i>375,8</i>	<i>271,0</i>	<i>324,7</i>
Actif circulant	162,2	93,7	226,1	120,0	133,0	163,2	144,8	172,6
<i>dont stocks</i>	<i>87,4</i>	<i>50,9</i>	<i>32,8</i>	<i>58,7</i>	<i>78,2</i>	<i>99,1</i>	<i>61,1</i>	<i>89,0</i>
Capitaux propres	222,3	128,8	244,4	210,6	281,0	308,2	127,2	221,9
Endettement total	254,1	117,0	292,5	225,1	167,8	251,7	306,2	294,3
<b>Soldes intermédiaires de gestion (en milliers d'euros)</b>								
Production de l'exercice (nette des achats d'animaux)	269,3	130,4	496,8	216,2	117,4	219,2	403,6	271,2
Rabais, remises, ristournes obtenus	0,9	1,1	1,7	0,5	0,3	0,4	1,1	1,3
Charges d'approvisionnement	113,4	50,7	121,3	79,1	45,0	90,0	247,0	119,1
Autres achats et charges externes (n.c. fermage)	73,5	41,5	166,7	72,1	46,7	69,8	63,6	72,1
Valeur ajoutée hors fermage	83,2	39,3	210,5	65,5	26,0	59,8	94,1	81,3
Remboursement forfaitaire de TVA	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Subventions d'exploítations, indemnités d'assurance	37,6	30,1	20,6	37,7	47,4	50,2	23,8	48,7
Fermage	12,9	11,8	5,6	11,8	11,4	14,7	6,2	18,5
Impôts et taxes	2,5	3,2	1,6	2,3	1,6	2,2	2,1	2,7
Charges de personnel	15,9	2,2	91,8	6,8	3,9	3,9	5,3	14,0
Excédent brut d'exploítation	83,9	47,6	130,3	77,2	52,4	84,4	98,1	90,7
Transferts de charges et autres produits de gestion	0,6	0,2	3,2	0,4	0,4	0,4	0,4	0,5
Dotations aux amortissements	38,5	22,0	59,9	36,0	26,3	37,1	42,8	45,5
Résultat d'exploítation	45,9	25,8	72,3	41,6	26,2	47,5	57,0	45,4
Produits financiers	0,8	0,5	1,5	0,8	0,5	0,7	0,8	1,3
Charges financières	5,2	2,3	4,0	4,9	3,6	5,1	5,9	6,7
Résultat courant avant impôt	41,5	24,0	69,8	37,5	23,1	43,1	51,9	40,0

Source : Agreste - Agreste - RICA 2018

\* UGB : Unités gros bétail : 1 UGB équivaut à une vache laitière ; un ovin correspondant à 0,15 UGB.

\*\* UTA : Unité de travail annuel. 1 UTA équivaut à la quantité de travail agricole fournie par 1 personne occupée à plein temps pendant une année.

## Agreste Pays de la Loire

Direction régionale de l'alimentation,  
 de l'agriculture et de la forêt des Pays de la Loire  
 Service régional de l'information statistique et économique  
 5 rue Françoise Giroud - CS 67 516 - 44 275 NANTES cédex 2  
 Tél. : 02 72 74 72 64 - Fax : 02 72 74 72 79  
 Mél : srise.draaf.pays-de-la-loire@agriculture.gouv.fr  
 Site internet : www.draaf.pays-de-la-loire.agriculture.gouv.fr

Directeur régional : Yvan Lobjoit  
 Directrice de la publication : Claire Jacquet-Patry  
 Rédacteur en chef : Jean-Pierre Coutard  
 Rédaction : Chantal Delacourt  
 Composition : Bénédicte Guy  
 ISSN en cours - Dépôt légal : à parution  
 © Agreste 2020

